

Aperçu de la boîte à outils d'optimisation des transferts monétaires pour la protection accrue contre la violence basée sur le genre : intégration d'actions protectrices contre la VBG au sein des transferts monétaires et assimilation des transferts monétaires aux services de réponse à la VBG



Contexte

De 2016 à 2018, la Commission des Femmes pour les Réfugiés (WRC) a entrepris un projet visant à renforcer la capacité des acteurs humanitaires, d'une part, à intégrer des actions protectrices atténuant les risques Violences Basées sur le Genre (VBG) au sein de transferts monétaires et, d'autre part, à assimiler les transferts monétaires aux services de réponse à la VBG pour une protection accrue par le biais de la gestion de cas VBG et le système de référencement.). Le projet « Optimisation des Transferts Monétaires pour la Protection accrue contre la Violence Basée sur le Genre » (Optimizing Cash-based Interventions for Enhanced Protection from Gender-Based Violence) a été financé par le Bureau de la Population, des Réfugiés et de la Migration (BPRM) du département d'État des États-Unis. La WRC a établi des partenariats clés pour développer et tester les directives et outils (voir la section sur les partenaires à la fin de ce document pour les rôles détaillés et les remerciements). Les directives et outils ont été développés en étroite collaboration avec l'International Rescue Committee (IRC) et Mercy Corps¹. Des projets pilotes ont été menés dans trois contextes d'urgence avec quatre partenaires de mise en œuvre : African Development Solutions (Adeso) en Somalie, Mercy Corps et l'IRC en Jordanie et Save the Children au Niger. Les ressources ont été révisées en fonction des enseignements tirés de leur pilotage sur le terrain. Cette boîte à outils soutient tant bien les intervenants monétaires que ceux de lutte contre la VBG dans leur mise en œuvre d'actions protectrices contre la VBG pour les populations touchées par les crises et les conflits.

Introduction

Les efforts de prévention et réponse à la VBG devraient d'emblée être une priorité pour toute opération et l'ensemble des acteurs humanitaires. En intégrant des actions protectrices atténuant les risques de VBG tout au long du cycle de programmation de transferts monétaires et en assimilant les transferts monétaires aux services de réponse à la VBG à travers la gestion de cas, les interventions monétaires peuvent être optimisées servant d'outil afin : d'améliorer la protection des populations touchées par les crises et les conflits, atténuer les risques et la récurrence de la VBG, favoriser le relèvement et renforcer la résilience.

Comment et de quelle manière intégrer des actions protectrices contre la VBG au sein d'interventions monétaires ?

Les transferts monétaires ne sont pas intrinsèquement risqués. Cependant, toute intervention élaborée sans prendre en compte les dimensions sexospécifiques des besoins, manquant d'identifier les risques de VBG apparentée aux transferts monétaires, ainsi que l'apport escompté de celles-ci envers une protection accrue, ou bien encore dépourvue d'actions protectrices atténuant les risques, par omission peut avoir des conséquences néfastes. Pour satisfaire aux normes de pratiques optimales l'intervention de transferts monétaires doit d'emblée intégrer des actions protectrices atténuant les risques de VBG liés à la prestation. . Ces actions comprennent : mener des analyses des options de réponses, exhaustives et participatives et désagrégées par sous-population et les risques de VBG tels qu'identifiés et apparentés aux transferts monétaires et adapter la conception du programme aux différentes sous-populations prévue de bénéficier des prestations et réaliser un suivi continu des risques de VBG en adaptant la conception et la mise en œuvre du programme selon le besoin. Cette dernière étape peut comprendre l'ajustement des mécanismes de distribution utilisés, le montant, la durée et la fréquence des transferts, les mécanismes d'atténuation de risques utilisés ou les activités complémentaires associés. En intégrant en étroite collaboration avec les acteurs de lutte contre la VBG d'une part des actions

sectorielles protectrices contre la VBG et d'autre part contribuer à des résultats intersectoriels par l'assimilation des transferts monétaires aux services de réponses et systèmes de référencement pour les survivantes de VBG, il est non seulement possible de mettre concrètement en application le principe directeur d'actions humanitaire en évitant le transfert des risques aux bénéficiaires mais également de contribuer à une protection accrue contre les violences basées sur le genre.

Comment est-ce que les transferts monétaires peuvent-ils être utilisés dans une intervention de lutte contre la VBG ?

L'assimilation des transferts monétaires, aux services de réponses et systèmes de référencements, coordonnés par les services de gestion de cas de VBG suivant une approche centrée sur le client, peut non seulement optimiser l'approche mais également contribuer à l'atteinte de résultats escomptés par le client lors de la gestion de cas. Dans les situations où les services de réponse à la VBG (ex. services de santé ou juridiques) ont des coûts associés et ne sont pas gratuits, les transferts monétaires peuvent en faciliter l'accès. Lorsque les clients de la gestion de cas de VBG (i.e. survivantes ayant subi des VBG) ne peuvent pas accéder aux services à cause de ressources financières limitées, l'assistance monétaire peut aider à financer leur relèvement et assurer leur sécurité. L'argent peut sauver la vie ; par exemple, il peut aider une survivante à réunir les fonds nécessaires pour faire face aux coûts engendrés par la fuite d'une relation violente, tels qu'un loyer, un abri temporaire, les transports, l'alimentation, les vêtements, etc. La flexibilité des transferts monétaires peut également permettre une intervention rapide pour répondre aux besoins urgents. Pour garantir que les transferts soient adaptés aux besoins des clients et afin de minimiser les risques supplémentaires de VBG, l'assistance monétaire doit être adaptée et étroitement suivie comme les autres services de réponse à travers les services de gestion de cas de VBG. La coordination entre les prestataires de services financiers et de lutte contre la VBG à tous les niveaux est essentielle pour renforcer les bonnes pratiques, capacités et afin de développer des systèmes et procédures qui répondent efficacement aux besoins spécifiques de sous-populations variées, y compris les plus marginalisées, femmes et adolescentes, personnes LGBTI et celles vivant avec un handicap, tout en préservant la confidentialité de leurs informations et leur sûreté.ⁱⁱ

À propos de cette boîte à outils

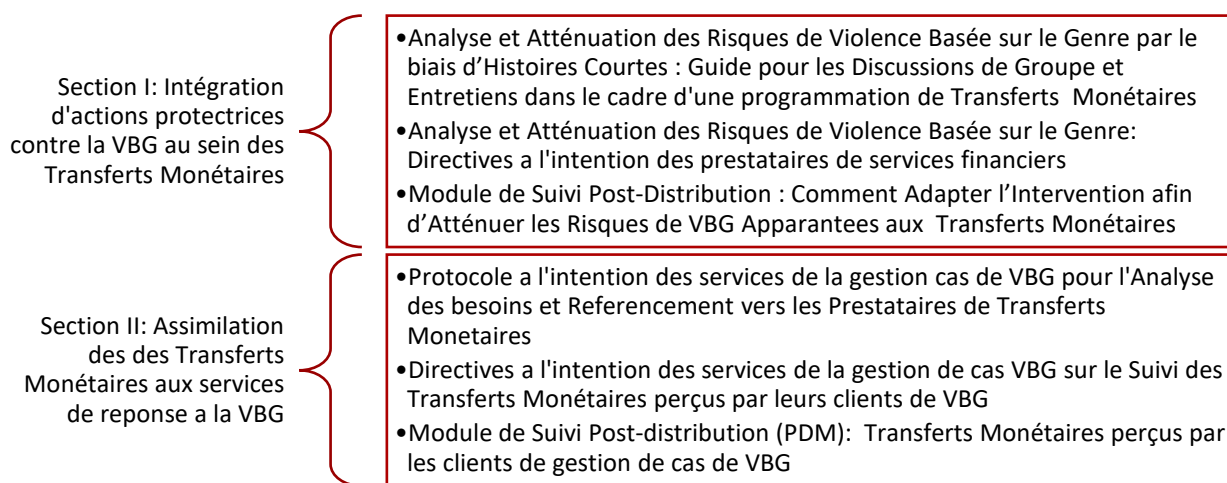
Le document [Guide pour la Protection lors d'Interventions Monétaires](#) et [Outil d'Analyse des Risques et des Avantages en Matière de Protection](#) qui l'accompagne aident les prestataires de services financiers et de lutte contre la VBG à analyser les risques et apports en matière de protection liés aux interventions et spécifiques au contexte de mise en œuvre, afin d'informer l'analyse d'options de réponse. Cette boîte à outils aide ces prestataires à collecter les informations situationnelles de protection requises sur les risques pour les populations touchées en tenant compte des critères d'âge, de genre et de diversité (AGD), à identifier les mécanismes communautaires ou d'autoprotection et à élaborer un système de suivi basé sur les risques de protection relevés.

Tous les outils de cette boîte à outils sont conçus pour être adaptés au contexte et sont modulaires, ce qui permet aux prestataires de services financiers et de lutte contre la VBG de collaborer pour combler les lacunes des pratiques actuelles. Ces outils ont été conçus en fonction des normes de pratique optimales et devraient être utilisés selon les meilleures pratiques existantes « guidance on cash and GBV ».ⁱⁱⁱ

Cette boîte à outils comporte deux sections.

La **section 1** de cette boîte à outils est conçue pour favoriser la coopération sur le terrain entre les prestataires de services financiers monétaires, de lutte contre la VBG et les équipes de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (MEAL) afin d'intégrer des actions protectrices contre la VBG au sein des transferts monétaires à résultats sectoriels ou multisectoriels dans le but d'atténuer les risques et d'améliorer la protection contre la VBG. En utilisant les directives et outils de cette section, les prestataires de services financiers en situation humanitaire peuvent identifier les risques de VBG apparentés aux transferts monétaires, et les atténuer en intégrant des actions protectrices dans la conception et la mise en œuvre de programmes ainsi que d'effectuer un suivi continu des risques pour façonner les adaptations en vue d'une programmation plus sûre et plus inclusive.

La **section 2** de cette boîte à outils est conçue pour les spécialistes de lutte contre la VBG prestataires de la gestion de cas de VBG à assimiler les transferts monétaires aux services de réponse pour les survivantes de VBG en consultation avec les prestataires de services financiers et l'équipe MEAL. Cette section permet aux équipes de gestion de cas de VBG en situation humanitaire d'évaluer les besoins d'assistance financière et les risques associés parmi leurs clients d'effectuer un référencement vers les prestataires de transferts monétaires, ainsi que d'adapter et façonner les transferts monétaires utilisées pour une protection accrue y compris la réduction des risques de récurrence de VBG le suivi et la planification de sureté lié aux transferts monétaires perçues et l'atteinte des résultats escomptés propres au cas. Pour optimiser cette section de la boîte à outils, tous les outils devraient être utilisés en coordination avec les prestataires de services financiers sur le terrain.



Cette boîte à outils utilise des termes liés aux transferts monétaires et de la lutte contre la VBG en contexte humanitaire. Pour un glossaire des termes monétaires, voir le [Glossaire des Transferts Monétaires](#) de CaLP. Pour les termes clés liés à la gestion de cas de VBG, voir les [Directives Relatives à la Gestion Inter-Agence des cas de Violence Basée sur le Genre](#) section VII : glossaire.

Revue des pratiques actuelles

La WRC a interrogé plus de 40 experts monétaires, du genre, et de la lutte contre la VBG dans 20 agences humanitaires pour comprendre les pratiques en vigueur en matière d'intégration d'actions protectrices contre la VBG au sein d'interventions monétaires ainsi que l'intégration de transferts monétaires au sein d'interventions de lutte contre la VBG. Voici les principales conclusions de ces entretiens :^{iv}

L'intégration de transferts monétaires et la prévention et réponse à la VBG est la nouvelle frontière. Les publications récentes et les efforts d'institutionnalisation ont mis l'accent sur la protection dans les interventions monétaires dans leur ensemble ; les transferts monétaires et la lutte contre la VBG est la prochaine étape à laquelle s'attaquer.^v

Les prestataires de services financiers et de lutte contre la VBG travaillent largement en isolation, connaissant mal le rôle et responsabilités de chacun et manquant une vision unifiée des apports potentiels d'une l'intégration de leurs interventions. Bien que l'intégration de mesures protectrices contre la VBG par les interventions monétaires reste une préoccupation générale, l'appréhension est plus forte en ce qui concerne l'assimilation de transferts monétaires aux services de réponse à la VBG afin de répondre aux besoins des survivantes de VBG. Les communautés de pratique sont souvent isolées par leurs organes de coordination sectoriels. Au sein des organisations les prestataires de services financiers et de lutte contre la VBG, l'interaction entre les experts et équipes est limitée en raison de la structure et de la culture organisationnelle. De nombreux prestataires de services financiers et de lutte contre la VBG manquent une compréhension même rudimentaire du domaine et méthodes de travail de l'autre.

Quant à l'apport des transferts monétaires afin d'atteindre des résultats intersectoriels du domaine de la lutte contre la VBG les attitudes prédominantes parmi certains bailleurs de fonds, équipes dirigeantes des organisations opérationnelles et prestataires de services empêchent les prestataires de services financiers et de lutte contre la VBG de travailler ensemble pour rassembler les données justifiant les besoins et résultats des pratiques actuelles et d'acquérir les compétences requises pour avancer la pratique. Il s'agit d'un scénario de « l'œuf ou la poule » : tant que les prestataires de services financiers et de lutte contre la VBG ne parviennent pas à commencer par l'identification ensemble des appréhensions réciproques, ils ne peuvent ni établir la base factuelle ni les compétences nécessaires pour avancer cette intégration. La réticence envers les recherches-actives- et la mise en œuvre de projets pilotes sur l'intégration des transferts monétaires et la lutte contre la VBG est justifiée par le souci du principe humanitaire de « ne pas nuire », alors qu'en soit, l'absence de réponse par omission des préposés et facteurs économiques et contribuant à la VBG apparentées à l'assistance monétaire peut-être nuisible. La chasse aux idées reçues est toujours à propos. Le plaidoyer peut jouer un rôle important pour contrecarrer les idées véhiculées, tant par les bailleurs de fonds que les prestataires, selon lesquelles les transferts monétaires sont risqué. Bien que les transferts monétaires ne sont pas intrinsèquement risqué, si dès le départ la mise en œuvre manque de qualité, l'intervention peut avoir des conséquences indésirables. Un suivi régulier et coordonné des résultats sectoriels et multisectoriels des transferts monétaires, ainsi qu'un suivi des aboutissements pour les survivantes de VBG apparentées à l'assimilation des transferts monétaires aux services de réponse de VBG garantissent que, d'une part, les risques apparentées a la conception de la prestation ne sont pas transférés aux clients et évitent la récurrence de la VBG et que d'autre part, les apports escomptés en protection accrue soient bien octroyés. ^{vi}

Des défis subsistent. Y compris les suivants :

- Financement par les bailleurs de fonds : les plafonds de financement ont pour conséquences des durées de projets insuffisantes pour s'attaquer à la VBG, compte tenu du temps nécessaire pour créer un climat de confiance avec les communautés. De même, le rétablissement des survivantes de VBG prend du temps et requiert une approche holistique;
- Ressources humaines : les équipes de transferts monétaires et de réponse à la VBG par la gestion de cas sur le terrain ont souvent peu de connaissances sur le travail et les objectifs de l'autre ; le renouvellement du personnel entraîne le départ de personnes ayant acquis des capacités et

augmente ainsi le besoin de recourir à des consultants ; et, globalement, les effectifs sont insuffisants pour répondre à tous les besoins ;

- Mauvaises pratiques : analyse de genre sexospécifique inexistante ou médiocre ; analyse de protection inexistante ou médiocre ; et, lorsque des analyses de genre et de protection sont entreprises, il y a des difficultés à comprendre comment agir pour adapter les transferts monétaires.

Malgré le manque de données sur l'intégration des transferts monétaires et celles de la lutte contre la VBG, il existe une programmation naissante et de nombreuses bonnes pratiques. Celles-ci incluent, mais ne se limitent pas à :^{vii}

- Adhérer à une véritable approche AGD et participative tout au long du cycle de programme ;
- Coordination entre les groupes de travail/clusters relatives aux transferts monétaires, et de lutte contre la VBG afin d'harmoniser les outils d'analyse et de diffuser les résultats et recommandations apparentés ;
- Évaluer les marchés liés à la protection lors des évaluations de marché ;
- Évaluer les risques de VBG liés à distribution des transferts monétaire séparément des autres évaluations de protection (ex. protection de l'enfance liée à l'assistance monétaire) ;
- Mener des évaluations complètes sur le genre et la VBG, qui devraient être dirigées par des spécialistes du genre et de la lutte contre la VBG ;
- S'assurer que le genre et la VBG sont intégrés à des évaluations monétaires et de marché sommaires et menées dans les premiers jours et semaines après une crise, suivies de l'intégration du genre et de mesures protectrices contre la VBG dans le cadre d'une intervention complète lorsque le temps et les ressources le permettent ;
- Diversifier les mécanismes de distribution pour répondre aux besoins spécifiques ;
- Établir des mécanismes de retour divers et anonymes pour une véritable inclusion ;
- Développer des procédures opérationnelles standard au niveau national concernant le référencement des survivantes de VBG vers des prestataires de transferts monétaires et assurer la formation des prestataires monétaires afin de les orienter vers les services de gestion des cas de VBG ; ;
- Former l'équipe de transferts monétaires sur les notions de base de la prévention et de la lutte contre la VBG ainsi que les orienter sur les formes de VBG courante dans le contexte. Par ailleurs les orienter sur leur responsabilité de proposer un référencement vers les services de gestion des cas de VBG à toute survivante divulguant leur expérience et à la manière de se comporter et de communiquer avec les survivantes de VBG dans ces cas.
- Former l'équipe de lutte contre la VBG sur les notions de base des interventions monétaires et à la manière de proposer un référencement aux transferts monétaires aux survivantes de VBG via une approche de gestion des cas de VBG ;
- Former ensemble les équipes de transferts monétaires et de lutte contre la VBG en vue des distributions monétaires afin que l'équipe de lutte contre la VBG puisse identifier les lacunes et oublis en matière de protection ; l'équipe de lutte contre la VBG peut observer les distributions monétaires lorsqu'elles ont lieu pour mettre en évidence les problèmes et adapter les approches et la planification en fonction des besoins ;
- Consulter des spécialistes en lutte contre la VBG pour analyser les résultats de l'évaluation des risques de VBG et ceux de la surveillance de la protection afin de s'assurer que les résultats mènent à des actions appropriées ;
- Plutôt que de définir arbitrairement un ratio de parité hommes-femmes pour le ciblage de bénéficiaires (ce qui pourrait potentiellement mettre les femmes en danger) en adressant les

ménages qui devrait être ciblé, il est recommandé d'apporter des explications dans le respect de la culture et impliquer les hommes dans le ciblage équitable ; dans le même ordre d'idées, enregistrer chaque épouse d'un ménage polygame comme bénéficiaire unique ;

- Concevoir et mettre en œuvre des programmes Cash Plus (ex. associer l'assistance monétaire à un soutien psychosocial, la gestion des cas et un soutien aux moyens de subsistance) ;
- Dépersonnaliser le suivi post-distribution afin que les personnes interrogées soient plus à l'aise pour divulguer les problèmes de protection, y compris relatifs à la VBG ;
- Passer en revue l'analyse de protection et les matrices de risques chaque semaine (ex. lors des réunions d'équipe) et les mettre à jour si nécessaire pour garantir l'analyse et l'atténuation des risques de façon continue.

Des ressources de terrain et de sensibilisation pratiques sont nécessaires. Il existe une forte demande du terrain pour des ressources représentant les normes de pratiques reconnues dans le secteur humanitaire pouvant être adaptées au contexte (y compris les outils d'évaluation et de suivi post-distribution, les études de cas, la promotion du multimédia et les supports de formation) pour rendre opérationnelle l'analyse des risques et permettant de mesurer les apports en matière de protection, en particulier en ce qui concerne la lutte contre la VBG. Ce projet, ses partenariats et la boîte à outils qui en résulte ont commencé à répondre à ces besoins. Les efforts futurs devraient inclure : l'élaboration de programmes de renforcement des capacités pour les prestataires de services financiers et de lutte contre la VBG pour qu'ils puissent se familiariser avec les objectifs sectoriels ainsi que les approches dirigeant la mise en œuvre et les méthodologies de chacun et indiquant les éléments et approches essentielles pour une intégration réussie entre les interventions monétaires et celle de lutte contre la VBG ; l'élaboration de directives pour préparer les prestataires de transferts monétaires et de réponse à la VBG par la gestion de cas à collaborer sur l'intégration de leurs interventions selon les besoins relevés par l'analyse et l'élaboration d'une vision unifiée des objectifs et résultats de cette intégration adaptée au contexte la création d'un protocole pour un système de référencement permettant aux prestataires de services financiers de proposer des survivantes de VBG.

Appels à l'action

Prestataires de services financiers

- Évaluer et suivre les risques de VBG liés à la prestation des transferts monétaires et l'atténuation de ces risques par la conception d'actions protectrices intégrées à la mise en œuvre. Adapter la programmation tout au long de la phase de mise en œuvre pour garantir la sécurité et l'inclusion.
- Contacter les prestataires de services de lutte contre la VBG sur le terrain et collaborer avec eux afin d'identifier et mettre en œuvre des actions protectrices contre la VBG au sein des transferts monétaires tout au long du cycle du programme, ainsi qu'afin d'assimiler les transferts monétaires aux services de réponses à la VBG menés par les services de gestion des cas de pour mieux répondre aux besoins et optimiser une protection accrue des personnes en matière de services clients.

Prestataires luttant contre la VBG

- Mettre en place des systèmes de référencement intersectoriels complets pour la réponse à la VBG menés par les services de gestion de cas, en tenant compte du fait que les prestataires de services financiers sont aussi importants que les autres services de réponse tels que ceux de la santé

- Contacter les prestataires des services financiers et collaborer avec eux pour assimiler les transferts monétaire aux services de réponse menés par les services de gestion des cas de afin de mieux répondre aux besoins des clients. L'intégration des transferts monétaires à la programmation de lutte contre la VBG peut nécessiter une coordination avec divers acteurs afin de fournir un accès ponctuel aux clients pour lesquels cette assistance a été identifié comme un élément clé dans leur plan d'action.
- Collaborer avec les prestataires de services financiers pour assurer l'intégration au cours de la programmation des transferts monétaires des d'actions protectrices contre la VBG.

Bailleurs de fonds

- Des ressources supplémentaires sont nécessaires pour poursuivre les recherches et adapter l'étendue d'intégration entre les transferts monétaires dans la programmation de lutte contre la VBG. Des allocations de financements dédiés aideront à faire la différence.
- L'assimilation des transferts monétaires aux services de réponses à la VBG menés par les services de gestion de cas exige des paramètres uniques et nécessite une durée de projets à plus long terme pour garantir en toute sûreté et confidentialité que les survivantes de VBG reçoivent un soutien personnalisé et puissent passer en toute sécurité a des services de gestion des cas de violence basée sur le genre. Des ressources sont également nécessaires pour couvrir les coûts de démarrage, le personnel supplémentaire, le renforcement des capacités et l'institutionnalisation de cette assimilation.

Partenaires

Ce travail a été réalisé à travers plusieurs partenariats. Tous les partenaires sont reconnaissants aux communautés touchées qui ont participé aux activités sur le terrain.

La Commission des femmes pour les réfugiés (Women's Refugee Commission—WRC) améliore la vie et protège les droits des femmes, des enfants et des jeunes déplacés par les conflits et les crises. La WRC étudie leurs besoins, identifie des solutions et plaide pour des programmes et des politiques permettant de renforcer leurs capacités d'adaptation et de produire un changement au sein des pratiques d'aide humanitaire. La WRC a agi en tant qu'agence directrice sur ce projet et a coordonné les différents partenariats consacrés au développement des ressources sur le terrain et à leur pilotage. La WRC a mené des recherches préliminaires et secondaires pour faire le point sur les pratiques actuelles en matière d'intégration de transferts monétaires et de lutte contre la VBG dans des contextes humanitaires et a développé la section 1 de cette boîte à outils. La WRC a révisé les outils de la section 1 sur base des enseignements tirés du projet pilote, ainsi que sur base du retour d'informations des partenaires de ce projet et des intervenants monétaires et de lutte contre la VBG plus généralement, afin d'améliorer l'utilité et la facilité à utiliser les outils. Tenzin Manell a dirigé ce projet pour la WRC et des contributions importantes ont été apportées par : Nadine El-Nabli, Anna Myers, Dale Buscher, Omar J. Robles, Emma Pearce, Boram Lee, Kathryn Paik et Jennifer Rosenberg. Pour en savoir plus sur le travail de la WRC, visiter : <https://www.womensrefugeecommission.org/>.^{viii}

L'International Rescue Committee (IRC) est une organisation non gouvernementale (ONG) mondiale d'aide humanitaire, de secours et de développement. La mission de l'IRC est d'apporter une assistance humanitaire, la sécurité, des soins médicaux et d'autres formes de soutien aux réfugiés vivant dans des conditions de difficultés extrêmes. L'IRC apporte également un soutien aux communautés vulnérables qui accueillent des réfugiés. Pour en savoir plus sur le travail de l'IRC, visiter : <https://www.rescue.org/>.

Au cours des dernières années, l'IRC a mené un travail fondamental sur l'intégration des transferts monétaire aux services de réponses à la VBG menés par les services de gestion des cas de VBG dans son intervention en Jordanie grâce à la collaboration entre ses équipes de protection et d'autonomisation des femmes (WPE) et de rétablissement et développement économique (ERD). Avec le soutien du BPRM, l'IRC a mis au point des procédures pour évaluer les besoins spécifiques d'assistance monétaire parmi les survivantes de VBG et un système de référencement pour accéder à cette assistance, à savoir le protocole WPE pour le référencement vers l'ERD/l'assistance monétaire. Ce protocole, qui a été révisé et élargi pour une utilisation plus étendue parmi les acteurs humanitaires en partenariat avec la WRC et Mercy Corps, figure dans la section 2 de la boîte à outils, en plus d'un outil de suivi post-distribution développé conjointement. Indépendamment de ce projet, dans le cadre du partenariat entre l'IRC et Mercy Corps en Jordanie visant à renforcer l'intégration des transferts monétaires et de réponse et prévention à la VBG et des mécanismes de référencement en particulier, les outils de la section 2 ont été testés sur le terrain et intégrés au projet pilote de Mercy Corps dans la section 1. Anna Rita Ronzoni a dirigé ce projet pour l'IRC et des contributions importantes ont été apportées par Melanie Megevand, Sawsan Issa, Meghan O'Connor, Nathalie Strigin, Neetu Mahil, Simon Fuchs et Marie-France Guimond.

Mercy Corps est une organisation internationale de secours et de développement travaillant dans plus de 40 pays à travers le monde, aidant les personnes à bâtir des communautés sûres, productives et équitables. Mercy Corps aide les communautés à mettre en œuvre des programmes de relèvement et à renforcer la résilience en promouvant le changement durable au moyen d'initiatives pour la communauté et le marché. Mercy Corps se concentre sur les besoins humanitaires tout en favorisant la transition vers des solutions à long terme. Pour en savoir plus sur le travail de Mercy Corps, visiter : <https://www.mercycorps.org/>.

Mercy Corps a joué un rôle clé dans le développement des outils des sections 1 et 2 en s'appuyant sur ses pratiques globales, y compris le projet d'intégration émergent visant à répondre aux besoins urgents des survivantes de VBG au moyen des interventions monétaires en République Centrafricaine. Mercy Corps a été un partenaire de mise en œuvre lors du pilotage des outils de la section 1 sur l'intégration des réflexions de VBG dans les interventions monétaires en Jordanie. Indépendamment de ce projet, dans le cadre du partenariat entre Mercy Corps et l'IRC visant à renforcer l'intégration des interventions monétaires et de lutte contre la VBG en Jordanie et des mécanismes de référencement en particulier, les outils de la section 1 ont été testés sur le terrain et intégrés au projet pilote mené par l'IRC dans la section 2. Mohie Al-Wahsh a dirigé ce projet pour Mercy Corps et des contributions importantes ont été apportées par Kevin McNulty, Sara Momani, Tala Momani, Farah Qadourah, Alexa Swift, Vaidehi Krishnan, Rebecca Vo, Ulrike Julia Wendt et Dana Benasuly.

African Development Solutions (Adeso) est une ONG africaine d'aide humanitaire et de développement qui travaille sur les fondements des communautés pour créer des environnements dans lesquels les Africains peuvent s'épanouir. Adeso travaille aux côtés de communautés africaines pour construire une nouvelle histoire pour l'Afrique - un avenir façonné par leurs valeurs, alimenté par leur propre ingéniosité et construit sur leurs capacités. Pour en savoir plus sur le travail d'Adeso, visiter : <https://adesoafrika.org/>.

Adeso était un partenaire de mise en œuvre pour l'expérimentation des outils de la section 1 sur l'intégration des actions protectrices contre la VBG dans les interventions monétaires en Somalie. Deqa Saleh a dirigé ce projet pour Adeso et des contributions importantes ont également été apportées par Charles Maumo, Noor Abdi Maalim, Hassan Dubat, Fatuma Ramadan, Kowthar Shaffat et Abdikareem Ahmed Ali.

Save the Children International œuvre en faveur d'un monde dans lequel chaque enfant jouit du droit à la survie, à la protection, au développement et à avoir sa place. Sa mission est d'encourager les avancées dans la manière dont le monde traite les enfants et d'apporter des changements immédiats et durables dans leur vie. Pour en savoir plus sur le travail de Save the Children, visiter : <https://www.savethechildren.net/>.

Save the Children était un partenaire de mise en œuvre pour l'expérimentation des outils de la section 1 sur l'intégration d'actions protectrices contre la VBG dans les interventions monétaires au Niger. Beverly Roberts Reite a dirigé ce projet pour Save the Children et des contributions importantes ont également été apportées par l'équipe du Zinder Field Office, l'équipe humanitaire, Habsatou Sayanou, Ado Tome, Tidjani Diarra, Abdou Harouna, Nina Gora, Jose Manegabe et Judith Amar.

Le Bureau de la Population, des Réfugiés et des Migrations du département d'État des États-Unis a pour mission de protéger, de soulager les souffrances et la détresse des personnes persécutées et déracinées de par le monde, au nom du peuple américain, en apportant une aide vitale, en établissant des partenariats mondiaux au moyen de systèmes multilatéraux, en promouvant les meilleures pratiques dans les interventions humanitaires et en veillant à ce que les principes humanitaires soient bien intégrés dans la politique de sécurité nationale et étrangère des États-Unis.

Le BPRM a généreusement financé ce projet et les ressources qui en résultent.

Ressources supplémentaires

Trois études de cas sont disponibles. Elles se concentrent sur le pilotage des outils de cette boîte à outils pour intégrer des actions protectrices contre la VBG aux interventions monétaires, ainsi que l'inclusion de transferts monétaires I à la gestion des cas de VBG afin d'optimiser les interventions monétaires pour une protection accrue contre la VBG.

La Commission des femmes pour les réfugiés a également produit une vidéo visant à démystifier les rôles et responsabilités respectifs des praticiens monétaires et ceux de lutte contre la VBG afin de renforcer la prévention et la lutte contre la VBG et d'optimiser les interventions monétaires pour y recourir en tant qu'outil pour le relèvement et la résilience des personnes déplacées.

ⁱ Merci à CARE pour la traduction de ces outils en langues supplémentaires.

ⁱⁱLa WRC utilise l'acronyme LGBTI comme raccourci pour désigner les personnes « lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes ». Pour un glossaire des termes associés à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, voir les directives relatives à la VBG de l'IASC, annexe 2, p. 319 (<http://gbvguidelines.org>). Cependant, comme certains l'ont fait remarquer, l'utilisation croissante de ces acronymes, qui regroupent plusieurs identités différentes sous un même mot, pose des problèmes conceptuels et pratiques. Par exemple, elle contribue à l'amalgame de deux concepts d'orientation sexuelle et d'identité de genre analytiquement distincts. Elle ne permet pas non plus de faire la distinction entre les réalités différentes auxquelles sont confrontées, par exemple, les personnes transgenres par rapport aux personnes bisexuelles ou intersexes. En outre, dans de nombreux pays du monde, les individus ayant des orientations sexuelles ou identités de genre différentes, ne s'identifient pas sous l'appellation LGBTI, voire même comme gay ou queer. Ils peuvent se définir selon certains termes locaux spécifiques. À part ces mises en garde, de nombreux défenseurs des droits de l'homme et acteurs humanitaires, y compris la WRC, utilisent le terme LGBTI comme raccourci pratique.

ⁱⁱⁱCela inclut des directives issues du site web du [Cash Learning Partnership](#) (CaLP), y compris le document [Guidance on Protection in Cash-based Interventions](#) et les [directives interagences de gestion des cas de VBG](#).

^{iv}Agences interrogées par la WRC : Adeso, CaLP, CARE, DRC, ONUAA, Banque de céréales vivrières du Canada, C-insight, Croix-Rouge haïtienne, FICR, IRC, Mercy Corps, NRC, ODI, Oxfam, Save the Children, FNUAP et HCR, UNICEF, ONU Femmes et le PAM.

^vVoir : le document [Guide for Protection in Cash-based Interventions](#), qui identifie les informations nécessaires et les ressources clés pour aider les praticiens à évaluer et surveiller les risques et les avantages de protection tout au long du cycle de programme d'intervention monétaire, ainsi que la formation sur la protection dans les interventions monétaires ; l'outil d'analyse des risques

et avantages de protection, qui décrit les questions clés que les praticiens devraient explorer pour identifier les risques et avantages de protection ; les conseils sur la protection dans les interventions monétaires, qui présentent des conseils essentiels pour identifier, surveiller et atténuer les risques de protection et maximiser les avantages ; les recommandations clés pour la protection dans les interventions monétaires, qui contiennent des recommandations visant à garantir que la protection (y compris de la VBG) est intégrée à chaque phase du cycle de projet d'intervention monétaire.

^{vi}Voir [The Power of Financial Aid](#), un site web de Cash Learning Partnership (CaLP) qui apporte des preuves de l'utilité de l'aide financière en cas de crise humanitaire, le cas échéant.

^{vii}Certaines organisations sont à la pointe en ce qui concerne l'intégration de la VBG dans les interventions monétaires et l'utilisation d'espèces dans les programmes de lutte contre la VBG. Cela inclut, mais ne se limite pas à : l'IRC en Jordanie ; Mercy Corps au Yémen, en Jordanie et en Grèce ; DRC au Liban et en Serbie ; Oxfam en Jordanie, au Liban, en Irak et en Ouganda.

Merci à CARE pour la traduction de ces outils dans d'autres langues

Don du gouvernement des États-Unis

